

Le vote des partis d'extrême droite

Monsieur Jürgen W. Falter

Citer ce document / Cite this document :

Falter Jürgen W. Le vote des partis d'extrême droite. In: Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°55-56, 1999. L'Allemagne ENTRE HISTOIRE ET MEMOIRE 1949 - 1999. pp. 33-39;

doi : 10.3406/mat.1999.405729

http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1999_num_55_1_405729

Document généré le 02/06/2016

Le vote des partis d'extrême droite

Historique

Les succès électoraux de partis d'extrême droite en Allemagne remontent presque à l'introduction du suffrage universel. Déjà sous l'Empire, un grand nombre de partis et de députés antisémites sollicitaient la faveur de l'électorat. Leur base électorale semble avoir été constituée surtout par la petite paysannerie protestante et la petite bourgeoisie citadine. Il est vrai cependant qu'on ne dispose pas jusqu'à présent d'études reposant sur des critères scientifiques modernes. Sous la république de Weimar, l'extrémisme politique de droite est d'abord incarné par divers groupements *völkisch*, puis par le Parti national-socialiste (NSDAP). En République fédérale ce furent d'abord le Sozialistische Reichspartei (SPR) interdit dès 1952, puis le Deutsche Reichspartei (DRP) et la Deutsche Gemeinschaft (DG). Au milieu des années 60 apparaît le Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD), puis quelques années plus tard, la Deutsche Volksunion (DVU) mais sans participer aux élections. Depuis le milieu des années 80, les Republikaner se sont engagés dans la bataille électorale. Si l'on fait abstraction du cas historique particulier du Parti nazi, il s'agit pour tous les partis de groupements qui n'ont rencontré qu'un écho très limité auprès des électeurs. Ainsi, les différents candidats antisémites

n'ont gagné à l'apogée de leur succès que 16 des 397 sièges du Reichstag sous l'Empire. Les groupes *völkisch*, alliés au Parti nazi, n'ont atteint que 6 % des suffrages exprimés lors des élections de 1924, consécutives à l'inflation, tandis que le Parti nazi atteignit 37,4 % à l'apogée de la crise économique mondiale durant l'été 1932¹. Jugé anticonstitutionnel et interdit en 1952, le SPR, bien que n'ayant jamais présenté de candidats dans l'ensemble de la RFA, a néanmoins obtenu 11 % des suffrages aux élections de la diète (Landtag) de Basse-Saxe en 1951. Héritier en partie du SPR, le DRP n'a obtenu que des succès régionaux. Ce qui vaut aussi pour le NPD qui a, il est vrai, manqué de peu l'entrée au Bundestag, mais est tombé ensuite rapidement dans un état persistant d'insignifiance.

Les résultats électoraux des partis d'extrême droite aux élections législatives de 1949 à 1998 (cf. graphe ci-dessous)

En fait ces partis n'ont jusqu'à présent pas connu de succès électoraux notables en RFA. Ils ont certes réussi à gagner quelques mandats aux différentes diètes régionales. Des conjonctures politiques favo-

Illustration non autorisée à la diffusion

1. Jürgen W. Falter, « Recurring Patterns of West German Volting Behaviour: Continuities and Discontinuities 1928 to 1953 », in Stein Larsen (dir.), *Modern Europ After Fascism 1943-1980's*, Boulder, 1998, (Social Science Monographs), p. 111-148 ; « The First German Volkspartei: the Social Foundations of the NSDAP », in Karl Rohe (dir.), *Elections, Parties and Political Traditions. Social Foundation of German Parties and Party Systems, 1867-1987*, New York, Oxford, Berg Publishers, 1990, p. 53-81 ; « The Social Bases of Political Cleavages in the Weimar Republic, 1919-1933 », in Larry F. Jones, James Retallack (dir.), *Elections, Mass Politics and Social Change in Germany*, New York, 1992, p. 371-397 ; « Le comportement des classes moyennes pendant la république de Weimar », in Horst Möller, Gérard Raulet et Andréas Wirsching (éd.), *Gefährdete Mitte? Mittelschichten u. Politische Kultur zwischen den Weltkriegen: Italien, Frankreich u. Deutschland. Beihefte der Francia*, Bd. 29, Tübingen, 1993, p. 117-141.

Résultats électoraux des partis d'extrême droite depuis 1984 (en % des suffrages exprimés)

Type de scrutin et année	NPD	DVU	REP
Élect. européennes 1984.....	0,8	—	—
LTW Bayern 1986.....	0,5	—	3,0
Élect. Bundestag 1987.....	0,6	—	—
LTW Rheinland-Pfalz 1987....	0,6	—	—
BSW Bremen 1987.....	—	3,4	1,2
LTW Baden-Württem. 1988...	2,1	—	1,0
LTW Schleswig-Holst. 1988...	1,2	—	0,6
Députés Berlin-Ouest 1989...	—	—	7,5
Élect. européennes 1989.....	—	1,6	7,1
LTW Saarland 1990.....	0,2	—	3,3
LTW Nordrhein-Westf. 1990...	0,0	—	1,8
LTW Niedersachsen 1990.....	0,2	—	1,5
LTW Bayern 1990.....	—	—	4,9
Députés Berlin-Ouest 1990...	—	—	3,1
LTW Brandenburg 1990.....	—	—	1,1
LTW M.-Vorpommern 1990....	—	—	0,9
LTW Sachsen 1990.....	0,7	—	—
LTW Sachsen-Anhalt 1990.....	—	—	0,6
LTW Thüringen 1990.....	—	—	0,8
Élect. Bundestag 1990.....	0,3	—	2,1*
LTW Hessen 1991.....	—	—	1,7
LTW Rheinland-Pfalz 1991....	—	—	2,0
BSW Baden-Württem. 1992...	0,9	0,5	10,9
LTW Schleswig-Holst. 1992....	—	6,3	1,2
BSW Hamburg 1993.....	—	2,8	4,8
LTW Niedersachsen 1994.....	—	—	3,7
Élect. européennes 1994.....	0,2	—	3,9
LTW Sachsen-Anhalt.....	—	—	1,4
LTW Sachsen 1994.....	—	—	1,3
LTW Brandenburg 1994.....	—	—	1,1
LTW Bayern 1994.....	0,1	—	3,9
Élect. Bundestag 1994.....	—	—	1,9
LTW Thüringen 1994.....	—	—	1,3
LTW Saarland 1994.....	—	—	1,4
LTW M.-Vorpommern.....	0,1	—	1,0
LTW Hessen 1995.....	0,3	—	2,0
LTW Nordrhein-Westf. 1995...	—	—	0,8
LTW Bremen 1995.....	0,1	2,5	0,3
Députés Berlin-Ouest 1995...	—	—	2,7
LTW Rheinland-Pfalz 1996....	0,4	—	3,5
LTW Schleswig-Holst. 1996....	—	4,3	—
LTW Baden-Württem. 1996....	—	—	9,1
BSW Hamburg 1997.....	0,1	—	1,8
LTW Niedersachsen 1998.....	—	—	2,8
LTW Sachsen-Anhalt 1998.....	—	12,9	0,7
LTW Bayern 1998.....	0,2	—	3,6
Élect. Bundestag 1998.....	0,3	1,2	1,8
LTW M.-Vorpommern 1998...	1,1	2,9	0,5
LTW Hessen 1999.....	—	—	2,7

LTW : Landtagsw, élections aux Diètes régionales.

BSW : Bürgerschaftswahl, élections dans les villes-États.

KOW : Kommunalwahl, élections municipales.

* Allemagne de l'Ouest : 2,3 %, Allemagne de l'Est : 1,3 %.

rables leur ont aussi permis de faire leur entrée dans un certain nombre de conseils municipaux. Quelques députés ont également gagné le Parlement européen. Mais, hormis 1949, quelle qu'ait été leur appellation, ils ne sont pas parvenus à entrer au Bundestag.

Lors des premières élections au Bundestag, alors que n'existait pas encore le seuil minimal de 5 % des suffrages, la liste Deutsch-Konservative Partei/Deutsche Reichspartei avait obtenu 5 députés au Bundestag avec seulement 1,8 % des suffrages. L'un de ces cinq députés passa peu après au SRP interdit à l'automne 1952. Ce qui lui fit perdre son mandat avant la fin de la législature. Par-delà ces cinq députés d'extrême droite, on peut ajouter les quelques députés de la Wirtschaftliche Aufbauvereinigung qui sans être aussi extrémiste relève tout de même de ce courant. Ensemble, ces deux partis n'atteignaient cependant pas le seuil des 5 % en 1949. Comme le montre le tableau, la proportion réunie de ces divers groupes tomba durant les trois législatives suivantes en dessous de 2 %, et même en 1961 de moins de 1 %. Ce n'est qu'avec la création du NPD en 1953 que l'on assiste à une légère remontée de l'extrême droite.

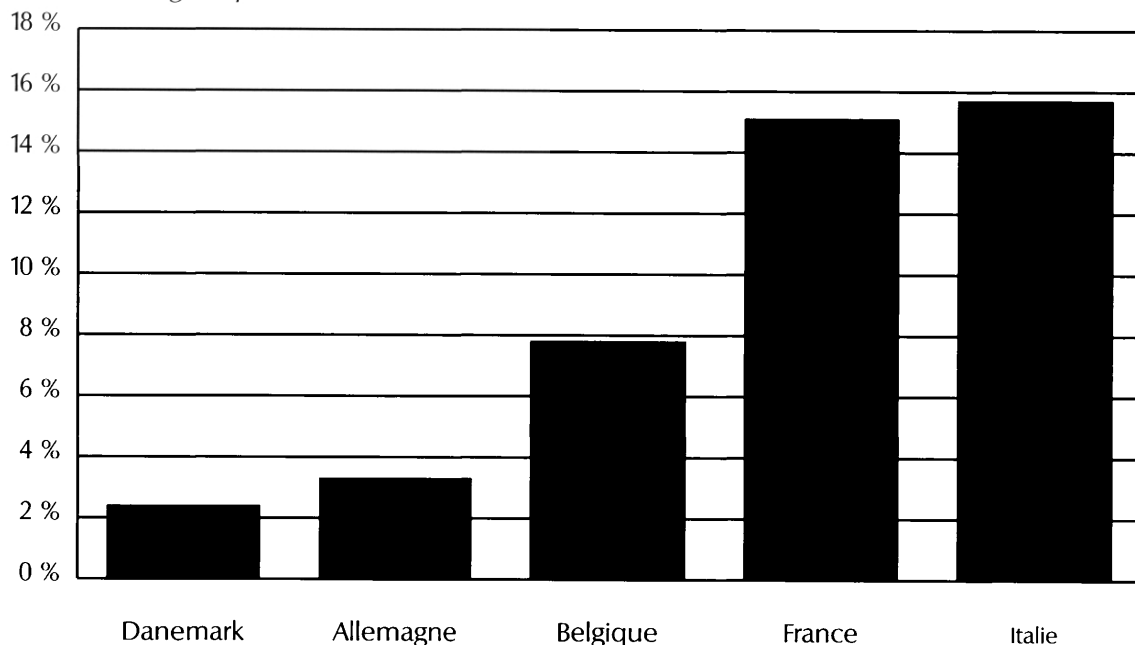
Créé comme mouvement de rassemblement, le NPD eut d'abord comme figure de proue l'ancien président du Deutsche Partei de Brême, le national-conservateur Fritz Thielen, censé masquer le caractère foncièrement extrémiste du NPD. À la suite de violents conflits internes, Thielen fut remplacé par d'anciens dirigeants du DRP, dont Adolf von Thadden. Après un certain nombre de succès aux diètes régionales, de nombreux observateurs estimaient que le NPD entrerait au 6^e Bundestag lors des législatives de 1969, mais il ne réussit pas, avec 4,3 % des suffrages exprimés, à atteindre le seuil des 5 %. Dès les législatives suivantes, il n'obtint plus que 0,6 %, seuil qu'il ne parvint plus à dépasser depuis. Cas analogue pour les Republikaner qui, malgré leurs succès inattendus aux élections européennes de 1989, ne parvinrent pas à atteindre la barre des 5 % aux élections législatives de 1990. Lors des élections au Bundestag de 1994 et de 1998, les partis d'extrême droite restèrent également en dessous du seuil des 5 %. À noter que, même s'ils marquèrent leur entrée au Bundestag, les 3,3 % des suffrages obtenus en 1998 représentaient néanmoins près du double des suffrages obtenus en 1994 alors que la DVK n'avait pas participé aux législatives de 1994.

Au niveau fédéral, la proportion réunie des différents partis marginaux de la droite a oscillé entre 1 % et 3 %, à l'exception des élections de 1949 et 1969. Toutes deux se sont déroulées pendant ou peu après une assez importante crise économique et sociale. En 1949, le système fédéral des partis n'étant pas encore entièrement constitué, le résultat des élections législatives et les structures qu'ils faisaient apparaître ressemblaient davantage à certaines élections de Weimar qu'à celles ultérieures de la RFA². Les problèmes de l'après-guerre auxquels la jeune République se trouvait confrontée étaient énormes : près de 10 millions de réfugiés et d'expulsés à prendre en charge, à loger et à intégrer. Avec, en plus, 5 millions de sans-logis par suite des bombardements, 2 millions de personnes revenues tardivement et au moins autant d'orphelins de guerre,

2. Jürgen W. Falter, « Kontinuität und Neubeginn. Die Bundestagswahl 1949 zwischen Bonn und Weimar », in *Politische Vierteljahresschrift*, 1981, Heft 3, p. 236-263.

Résultats électoraux des partis d'extrême droite et nationaux-populistes lors d'élections nationales de pays européens

En % des suffrages exprimés



Danemark : Parti du progrès ; Allemagne : REP (1,8 %), DVU (1,2 %), NPD (0,3 %) ; Belgique : Vlaams Block ; France : Front national ; Italie : Alleanza nazionale.

1,5 million de grands mutilés de guerre, 2 millions de fonctionnaires non repris, de soldats de carrière et d'anciens employés nazis. Quant au taux de chômage, il dépassait de 11 % le taux actuel. Comparées aux problèmes économiques et sociaux à maîtriser par une économie en partie détruite par les bombardements qui ne pouvait être remise que progressivement en marche, les frictions présentes nées de l'unification paraissent infimes dans la perspective occidentale. Vers le milieu des années 60 une autre crise économique bien moindre, néanmoins ressentie comme dangereuse, ébranla la confiance en soi à peine recouvrée des Allemands. Le taux de chômage monta à 2,1 %, le nombre des travailleurs à temps partiel augmenta, la phase de croissance continue sembla s'arrêter brusquement. Comparée aux années ultérieures, cette crise relativement bénigne provoqua la formation d'une grande coalition et, à la suite, un rebond de l'extrême droite. Créé peu avant, le NPD réussit à entrer dans les diètes régionales de Hesse, Bavière, Basse-Saxe, Schleswig-Holstein, Rhénanie-Palatinat, Brême et Bade-Wurtemberg. Mais une fois la crise surmontée le NPD, on l'a vu, échoua aux élections législatives de 1969 où, malgré un doublement des voix par rapport à 1965, il ne parvint pas à entrer au Bundestag³.

C'est aussi à un climat de crise, avec un taux de chômage de près de 9 % persistant depuis 1983, que les Republikaner durent leurs premiers grands succès électoraux en 1989. Cette crise structurelle se doublait d'un changement d'attitude envers les hommes politiques et les partis, attitude présentée en 1992 par la Société pour la langue allemande sous l'étiquette trompeuse de « lassitude de la poli-

tique ». En réalité, il s'agissait moins d'une lassitude de la politique en soi que de certaines formes du jeu politique et de ses acteurs, de la classe politique et des partis établis. Lassitude des politiques et des partis qui eut une sorte d'effet catalytique pour les succès électoraux des Republikaner et de la DVU depuis 1989⁴.

Résultats électoraux de partis d'extrême droite et nationaux-populistes aux élections nationales dans d'autres pays d'Europe (cf. graphe ci-dessus)

Comparés à d'autres pays, les succès électoraux de l'extrême droite en RFA ont été et sont plutôt au seuil inférieur. Seules les démocraties anglo-saxonnes — notamment à cause des limites fixées par le scrutin à la majorité relative — ne laissent guère de possibilité aux groupes d'extrême droite et d'extrême gauche de s'affirmer face aux grands partis établis du centre, de droite et de gauche. En revanche, en France, en Italie, en Belgique et au Danemark, même aux Pays-Bas qui se perçoivent comme particulièrement démocratiques et immunisés contre les extrêmes, les partis à la marge de droite du spectre politique connaissent un succès relatif. Malgré des systèmes électoraux parfois très discriminatoires, tels que le système latin du vote majoritaire à deux tours, ces partis parviennent depuis des années dans certains de ces pays à obtenir des scores supérieurs à ceux des Republikaner, du NPD ou de la DVU réunis. Ainsi, le Front national de Jean-Marie Le Pen a enre-

3. Jürgen W. Falter, Jürgen R. Winkler, « La « Résistible Ascension » de l'extrême droite en Allemagne », *Pouvoirs* (« L'extrême droite en Europe »), n° 87, 1998, p. 43-60.

4. Jürgen W. Falter, Marcus Klein, « Zur Psychographie der Wähler des Republikaner und der DVU: Probleme, Sorgen und Einstellungen », *Politische Studien*, n° 45, 1994, Heft 336, p. 68-91.

gistré fièrement 15,1 % des suffrages exprimés au premier tour des législatives de l'Alleanza Nazionale presque 16 %, contrairement, d'autres pays d'Europe du Nord ne connaissent pas de partis d'extrême droite. Peut-être malgré (ou à cause de) leur expérience pas si ancienne de dictatures de droite. Pareille immunité n'est pas perceptible dans les démocraties d'Europe du Nord ou les pays du Benelux⁵.

En comparaison, les résultats électoraux au Bundestag des partis d'extrême droite montrent que ceux-ci n'ont pas rencontré en RFA le succès escompté depuis la fin de la guerre. Mais ils ont remporté davantage de succès lors d'élections de moindre portée politique et, par suite, de moindre participation électorale, telles que les élections européennes. Succès remportés notamment par les Republikaner. Dans ce type d'élections où donner sa voix constitue selon la terminologie scientifique plutôt une fonction expressive que fonctionnelle, où l'électeur tend à voter davantage « par les tripes », les Republikaner et le NPD ont réuni 8,7 % au niveau fédéral en 1989, mais seulement 3,9 % en 1994.

Comparée aux élections au Bundestag, la participation électorale moindre, acceptée par une érosion rampante du fédéralisme à réduire même les élections aux régions à des « élections secondaires ». Les succès du SRP et du DRP dans les années 50, puis du NPD dans les années 60, prouvent que les partis marginaux de droite parviennent plus facilement à franchir la barre des 5 % dans ce type d'élections. Là où les partis établis ont du mal à mobiliser leurs partisans, les partis extrémistes de droite et de gauche trouvent plus facilement l'appui des partisans généralement plus motivés. Il est facile de calculer qu'avec une participation électorale qui n'atteint que les deux tiers de celles d'élections au Bundestag, il ne faut aussi que deux tiers des suffrages pour obtenir un mandat. C'est pourquoi un parti dont le potentiel tourne autour de 3 % au niveau fédéral peut facilement gagner un siège dans une diète régionale ou au Sénat d'un État (Stadtstaat). Ce qui a réussi jusqu'à présent aux Republikaner à Berlin-Ouest et déjà pour la deuxième fois au Bade-Wurtemberg, ainsi qu'à la DUV à Brême et au Schleswig-Holstein et, en 1998, en Saxe-Anhalt avec 12,9 % des suffrages.

Il apparaît que les Republikaner pouvaient

être plus efficace que la droite flottante lorsqu'ils recueillent des voix aux élections de type régional. En 1986, c'est-à-dire dix ans après la mort de Franz Josef Strauss, les Republikaner ont couronné de succès leur nouveau parti une série de succès électoraux aux diètes de Bavière, Rhénanie-Palatinat, Brême, Bade-Wurtemberg et Schleswig-Holstein, où il ne dépassa pas 1 % des suffrages exprimés (cf. le graphique précédent). Les Republikaner semblaient partager le destin des autres partis d'extrême droite disparaissant dans le nombre de l'insignifiance relative lorsque les électeurs ne leur permirent d'entrer dans la ville en janvier 1989. Avec 8,7 % des suffrages exprimés. Dix mois plus tard, ce parti passa sur le devant de la scène nationale, recueillit un second tour de succès inattendu, avec 7,1 % aux

élections européennes en RFA (en Bavière son score atteignit même 15 %), ce qui lui permit de gagner 6 sièges au Parlement de Strasbourg.

Brusquement un succès aux élections au Bundestag ne paraissait plus exclu, il paraissait

plausible. Il est vrai cependant que la RFA, dominée mondialement par l'empire soviétique pendant la guerre froide (ce qui eut pour effet la réunification allemande) provoqua une ascension rapide d'une chute rapide du parti dans la faveur populaire. Son succès aux élections européennes était intervenu alors que l'effondrement de la RDA, survenu six mois plus tard, paraissait encore inconcevable.

Mais à aucune des élections de 1990, celui que les médias appelaient « le parti Schönhuber », du nom de son président de l'époque, ne parvint à franchir la barre des 5 %. Dans son fief d'origine, la Bavière, il manqua de peu, avec 4,9 % des suffrages, l'entrée à la diète régionale. Les scores des années suivantes aux élections régionales restèrent en dessous des 5 %. Selon les spécialistes, les succès des

Republikaner, comme ceux du NPD vingt ans auparavant, étaient des phénomènes ponctuels appelés à disparaître aussi rapidement qu'ils étaient apparus.

En haut : « Touche pas à mon pote ! Contre la xénophobie et le racisme » (autocollant du SOS Racisme allemand, 1992).

En bas : « Touche pas au peuple allemand ! Contre la corruption, la trahison et le racisme anti-allemand » (autocollant du Nazionalistische Front, 1992).

5. Jürgen W. Falter, Siegfried Schimann, « The Affinity towards Right-Wing Extremism in Western Europe », *West European Studies*, n° 11, 1988, p. 96-100 ; des mêmes, « The Mass Basis of the Extreme Right in Europe in a Comparative Perspective », in: Frederick D. Weil (dir.), *Research on Democracy and Society*, vol. 3, IAP Press, Greenwich/London, 1996, p. 41-61.

La frayeur et la surprise furent d'autant plus grandes lorsque, passée l'euphorie de l'unification, un autre parti, la DVU, financée par l'éditeur munichois Gerhard Frey, « plus à droite » dans son programme et sa présentation que les Republikaner, parvint à entrer au Parlement de Brême avec 6,2 % des suffrages, en s'appuyant sur la morosité de l'opinion provoquée par le coût social et économique de l'unification. Il ne s'agit pas d'un dérapage occasionnel, puisqu'en avril 1992 la DVU entra à la diète du Schleswig-Holstein et les Republikaner à celle du Bade-Wurtemberg. Avec 10,9 % des suffrages, ces derniers dépassaient même un peu le score d'à peine 10 % obtenu un quart de siècle auparavant dans le même *Land* par le NPD. Du coup, les effets des succès électoraux des partis d'extrême droite sur le gouvernement et le prestige international de la RFA, et les conséquences d'une entrée des Republikaner ou de la DVU au Bundestag revinrent au premier plan de l'opinion. Malgré la débâcle de 1990, le ventre était encore fécond. Ces craintes furent confirmées par le résultat aux élections au Parlement de Hambourg du 19 septembre 1993, dernières élections régionales avant la « super année électorale de 1994 », où les Republikaner échouèrent de peu avec 4,8 %. Avec les voix de la DVU, près de 8 % des citoyens de Hambourg avaient néanmoins voté pour l'extrême droite. Il paraît plausible que, sans la concurrence de la DVU, les Republikaner auraient été représentés au Parlement de Hambourg. Ce qui aurait singulièrement compliqué la formation d'un gouvernement du *Land*. Jusqu'à présent, le dernier succès électoral significatif d'extrême droite, relevé bien au-delà des frontières allemandes, fut celui de la DVU en mars 1998 à la diète de Saxe-Anhalt avec 12,9 % des suffrages. Ce succès fut considéré par l'opinion comme particulièrement grave dans la mesure où il était le premier d'un parti d'extrême droite dans les nouveaux *Länder* de l'ex-RDA. Le débat s'apaisa de nouveau lorsque la DVU, le NPD et les Republikaner réunis restèrent à eux trois en dessous de la barre des 5 %. Du moins jusqu'au prochain succès électoral, difficile à pronostiquer concrètement, d'une formation d'extrême droite, même si la nouvelle « super année électorale » avec 7 élections régionales, diverses élections communales et une élection européenne, n'a pas confirmé celui-ci.

Composition sociale et motivations des électeurs des partis d'extrême droite

Le stade actuel de la recherche sur le potentiel électoral de l'extrême droite en Allemagne permet de dégager les constats suivants :

1. Il existe encore aujourd'hui des différences sensibles quant à l'affinité des deux sexes avec les partis d'extrême droite. Les femmes votent de loin plus rarement pour les Republikaner ou la DVU que les hommes. Du point de vue de leurs partisans, ces deux partis représentent en quelque sorte effectivement un type de « partis d'hommes ».

2. Ces deux partis ont connu, surtout à leurs débuts entre 1989 et 1993, un succès au-dessus de la moyenne auprès des jeunes électeurs. Les électeurs plus âgés sont sous-représentés par rapport à

Illustration non autorisée à la diffusion

« Les 3/4 de notre peuple sont pour : Étrangers dehors. La volonté du peuple est notre mission » (affiche du *Nazionalistische Front*, 1992).

Illustration non autorisée à la diffusion

« Sortez-vous les nazis de la tête » (affiche du PDS, élections législatives de 1998).

la proportion dans la population bien qu'il y ait des exceptions. Notamment lors des élections européennes de 1989 et à Hambourg en 1993. Si la supériorité des jeunes électeurs semble diminuer progressivement pour les Republikaner, elle est restée encore très forte pour la DVU, lors des élections de Saxe-Anhalt en 1998 puisqu'un tiers des électeurs de moins de 30 ans a voté pour ce parti.

Néanmoins les personnes de plus de 45 ans représentent, compte tenu de leur poids dans la population, la majorité des partisans de ces partis dans les élections intervenues depuis 1989 alors que, dans les nouveaux *Länder* de l'Est, les succès de l'extrême droite restent largement limités à la jeune génération.

3. Des personnes représentant le tiers inférieur fréquemment cité ou plus exactement le cinquième inférieur de la société — c'est-à-dire celles qui, avec plus de difficultés financières que la moyenne et un niveau culturel inférieur, se situent au bas de la pyramide sociale — penchent nettement davantage que la moyenne vers le vote d'extrême droite. Il en va de même pour ceux qui se sentent menacés dans leur emploi. Cette probabilité est d'autant plus faible dans le cas d'électeurs de niveau de formation supérieur, de statut social ou d'emploi assuré.

4. Les partis d'extrême droite n'ont pour ainsi dire aucune chance, même dans l'Allemagne unifiée parmi les électeurs appartenant à la fois à une Église et à un syndicat. L'appartenance à une Église semblant immuniser un peu plus que celle à un syndicat contre le vote d'extrême droite. Cependant la simple appartenance formelle à l'Église catholique ne constitue plus guère un frein au vote d'extrême droite.

5. Les électeurs de droite considèrent plus souvent que les autres les thèmes des « étrangers et du droit d'asile » ainsi que « le rejet de la politique et des partis » comme les problèmes les plus importants. Attitude qui se reflète dans la tendance des différents groupes envers l'extrême droite. Certaines personnes, plus critiques sur le sujet des étrangers et sur la politique envers les demandeurs d'asile, tendent, contrairement à la moyenne des personnes sondées, au vote pour ces partis. Cela vaut en particulier quand un parti d'extrême droite est considéré comme compétent pour résoudre ces problèmes⁶. Le même problème existe s'agissant des thèses nationalistes, antisémites et antidémocratiques. Des personnes souscrivant à des discours décrivant Hitler comme un grand homme d'État, s'il n'y avait pas eu l'extermination des Juifs, reconnaissant aussi sans réserve de bons côtés au national-socialisme, se sont prononcées aussi bien aux élections de 1994 qu'à celles de 1998 beaucoup plus largement que la moyenne de la population allemande en faveur des Republikaner et de la DVU.

6. À quoi s'ajoute l'irritation contre la politique et les partis et le sentiment d'être défavorisé socialement.

7. Plus surprenant fut le résultat d'une étude que nous avons menée sur le rôle d'électeurs protestataires non motivés par l'idéologie d'extrême droite en faveur des Republikaner et de la DVU. Aussi contradictoire que cela puisse paraître par rapport aux suppositions courantes, il n'y a pour ainsi dire pas d'électeurs protestataires purs en faveur de ces

deux formations, c'est-à-dire qui ne se soient pas situés en même temps à l'extrême droite. Inversement, des positions d'extrême droite ne suffisent pas à expliquer le vote pour l'un de ces partis. Les positions ne s'expriment par un vote que lorsque s'y ajoutent des motifs de protestations contre la politique et le sentiment d'une discrimination sociale et économique.

8. Il s'ensuit qu'aucun autre parti, même pas le NPD qui ne joue guère de rôle dans les sondages par absence d'affirmation massive de ses partisans, ne représente une aussi forte proportion d'électeurs de droite que les Republikaner et la DVU. Même en appliquant des critères extrêmement sévères, 14 % des électeurs d'extrême droite, mais seulement 1 % des électeurs d'autres partis, ont une conception du monde homogène d'extrême droite. La proportion est plus élevée parmi les adeptes anciens, c'est-à-dire le noyau de la clientèle des partis d'extrême droite. L'évaluation du pourcentage d'Allemands, électeurs des Republikaner et de la DVU situés à l'extrême droite, dépend aussi du point à partir duquel on entend parler d'une conception du monde homogène d'extrême droite. Si l'on se base sur le critère sévère que nous proposons, il y aurait actuellement en Allemagne environ 1 % de ces électeurs. En utilisant un critère moins rigide, selon lequel quelqu'un approuve au moins deux tiers des dix thèmes de l'échelle d'extrême droite, la proportion des personnes avec une conception relativement homogène en ce sens en Allemagne se situe en gros actuellement autour de 7 %. Environ 40 % des électeurs d'extrême droite seraient selon ces critères moins rigides à situer à l'extrême droite par rapport à « seulement » 6 % des autres électeurs habilités à voter.

9. Il s'ensuit que les électeurs des Republikaner et de la DVU sont certes majoritairement des électeurs protestataires⁷, mais en même temps, dans leur grande majorité, selon notre définition, des gens avec une conception d'extrême droite du monde relativement homogène. En d'autres termes, les électeurs des Republikaner, de la DVU et du NPD ont été aussi en 1998 en majorité des électeurs protestataires d'extrême droite.

Les résultats de nos analyses confirment très largement ce que l'on appelle l'hypothèse des perdants de la modernisation : les ouvriers et les personnes à niveau de formation inférieur avec des faibles revenus, inquiets pour leur emploi, tendent davantage que d'autres au vote d'extrême droite. Ces groupes de personnes se sentent subjectivement défavorisées dans les domaines économique et social et tendent plus fréquemment que d'autres à l'irritation contre la politique et les partis. En même temps, elles se sentent particulièrement menacées par les étrangers et les demandeurs d'asile, et approuvent plus fréquemment que les autres personnes sondées mieux situées socialement et avec un niveau supérieur de formation, les discours nationalistes, xénophobes, antidémocratiques et antisémites. Ces groupes se situent très au-dessus d'autres groupes de population sur l'échelle de l'extrémisme de droite et représentent nettement la majorité des électeurs des Republikaner et de la DVU.

Au moment de la rédaction de cette contribution (avril 1999) des indices permettent de penser que

6. Markus Klein et Jürgen W. Falter, « Die dritte Welle rechtsextremer Wahlerfolge in der Bundesrepublik Deutschland », in Jürgen Falter, Hans-Gerd Jaschke et Jürgen R. Winkler, « Rechtsextremismus – Ergebnisse und Perspektiven der Forschung », *Politische Vierteljahresschrift*, Sonderheft, 27/1996, p. 288-312 ; les mêmes, « Die Wähler der Republikaner zwischen sozialer Benachteiligung, rechtem Bekenntnis und rationalem Protest », in Oscar W. Gabriel et Jürgen W. Falter (dir.), *Wahlen und politische Einstellungen in westlichen Demokratien*, Frankfurt-sur-le-Main, Peter Lang, 1996, p. 149-173. 7. Hans-Joachim Veen, Norbert Lepszky, Peter Mnich, *The Republikaner Party in Germany. Right-Wing Menace or Protest Catchall?*, Wesport/London, Praeger, 1993.

les Republikaner et vraisemblablement aussi la DVU ont atteint une phase de décroissance. Lors des premières élections importantes de 1998 à la diète de Hesse, ils sont restés, avec 2,7 %, très en dessous du seuil des 5 %. Dans d'autres *Länder* où doivent intervenir des élections, notamment à Brême, leurs chances d'entrer au Landtag devraient être un peu meilleures. Et, dans les nouveaux *Länder* de l'Est, leur perspective d'atteindre le seuil des 5 % aux élections européennes de juin 1999 est certainement plus forte qu'aux élections législatives de septembre 1998. La conjoncture politique de la « super année électorale 1999 » n'est cependant pas des meilleures pour les Republikaner et leurs concurrents sur l'aile droite de l'échiquier politique. Sans être le seul, l'un des motifs essentiels du recul des Republikaner semble venir de la perte dès 1993 de leur thème principal. Ce fut déjà le cas lorsque les autres sujets politiquement importants aux yeux de la population furent presque entièrement balayés en 1989 par celui de « l'unité allemande ». À l'époque, la proportion de ceux qui estimaient que le problème des étrangers et des demandeurs d'asile était le plus important passa de 55 % au printemps 1989 à moins de 10 % un an plus tard. En même temps la proportion de la mention des questions relatives à l'unité allemande passa de 20 % à plus de 80 %. C'est pratiquement au même rythme que les Republikaner perdirent presque entièrement leur soutien dans la population. Les intentions de vote en leur faveur chutèrent de 8 % au printemps 1989 à moins de 0,5 % au milieu de 1990. L'importance du problème des étrangers et des demandeurs d'asile resurgit cependant à partir de la mi-1991, comme le phénix de ses cendres, pour atteindre, après quelques fluctuations, un sommet dans la seconde moitié de 1992 puis disparaître à nouveau aussi brusquement vers le milieu de 1993. Malgré un décalage de quelques mois, les intentions de vote pour les Republikaner suivaient avec une similitude littéralement stupéfiante le développement du problème des étrangers. Avec la régression conjoncturelle de ce problème, la volonté de vote pour les Republikaner et la DVU régressa aussi à 3 ou 4 % au niveau de la RFA. Ce problème fut en effet relayé par celui du chômage, déjà dominant depuis plus longtemps dans les nouveaux *Länder* de l'Est. Depuis le printemps 1994 ce problème était qualifié de plus important par 90 % des personnes interrogées⁸.

Le parallélisme entre le recul des intentions de vote pour les Republikaner et la DVU et celui du problème des étrangers ne relève pas d'une coïncidence statistique si l'on considère que ce problème est le seul du champ politique au sujet duquel ces partis se voient crédités d'une mesure appréciable de capacité à proposer des solutions même au-delà de leurs partisans. Il faut savoir en effet que 11 % de l'électorat estimaient encore en février 1994 que les Republikaner étaient plus compétents que les autres partis en la matière. Parmi leurs électeurs près de 80 % étaient de cet avis. Mais les Republikaner et la DVU ne sont crédités d'aucune compétence pour résoudre le problème du chômage, évoqué actuellement comme le plus important. Seuls 2 % de la population estiment que ces deux formations sont plus compétentes que les autres partis pour combattre le chômage. Et moins de la moitié de leurs

électeurs leur reconnaissent une aptitude particulière en la matière. En revanche, 5 à 7 % de la population leur reconnaissent des compétences en matière « d'ordre et de sécurité », de « protection des citoyens contre la criminalité » et de « protection des jeunes contre la drogue ».

Aussi longtemps que les questions « des étrangers et du droit d'asile » sont considérées comme secondaires par la population, qu'aucune des questions liées aux problèmes de la criminalité, de la drogue, de l'ordre et de la sécurité ne progresse en importance subjective chez les électeurs, les partis d'extrême droite devraient avoir du mal à dépasser le seuil des 5 % dans les élections de cette année. Rien cependant ne peut garantir que l'une de ces questions ne resurgisse en permettant aux Republikaner ou à d'autres formations de l'extrême droite de gagner des points. Il faut se souvenir qu'en l'espace de cinq ans, la question des étrangers et du droit d'asile a connu par deux fois des mouvements de flux et de reflux, et il semble peu probable qu'en regard du phénomène mondial de migration économique, la question disparaisse durablement. Un phénomène comme le récent retour de flammes de la manifestation des Kurdes en RFA accompagnée d'actions criminelles pourrait entraîner une recrudescence aussi rapide qu'inattendue du problème de « l'ordre et de la sécurité » et surtout de celui des « étrangers et du droit d'asile », c'est-à-dire des deux questions pour lesquelles les Republikaner et la DVU sont crédités de compétences et pourraient de ce fait voir leurs chances électorales augmenter sérieusement.

La couche de glace est friable : l'image actuellement calme à la surface est trompeuse. De ce fait un signal de fin d'alerte n'est pas de mise. Le potentiel d'un succès électoral des partis à la marge de la droite est toujours présent en RFA. Selon notre définition, 1 % de l'électorat a une idéologie homogène d'extrême droite, 14 % une conception politique certes incomplète mais néanmoins largement imprégnée de thèses d'extrême droite. S'il s'y ajoutent l'irritation contre la politique et des sentiments de discrimination sociale, la probabilité d'un vote pour les Republikaner ou une formation d'extrême droite est relativement élevée. Si la proportion des gens se sentant marginalisés devait augmenter, la proportion des voix de ces formations, en baisse depuis quelques années, pourrait remonter. Ce sentiment de discrimination sociale et de retard économique serait accentué par un prolongement, voire une éventuelle aggravation de la crise économique actuelle, mais aussi par un découpage durable de l'Allemagne de l'Est et du développement général. Malgré l'existence persistante d'un potentiel électoral pour l'extrême droite, sa limitation numérique ne présente actuellement pas de danger pour la démocratie. D'un point de vue international, 7 à 10 % d'extrémistes de droite « mous » et 1 à 2 % appartenant au noyau dur sont pour ainsi dire « normaux ». Il va de soi cependant que la vigilance s'impose, que l'on n'a pas le droit de fermer les yeux au regard de l'hypothèque de l'histoire allemande. ■

Jürgen W. Falter,
professeur à l'Université de Mayence (RFA).
Traduit de l'allemand par Rita Thalmann.

8. Jürgen W. Falter, *Wer Wähltrechts? Die Wähler und Anhänger rechtsextremistischer Parteien im vereinigten Deutschland*, Munich, C.H. Beck, 1994.